



La fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale

- Auteur(s) : Pierre Hillard
- Mots-clés : Mondialisme; N.W.O.
- Editeur : François-Xavier de Guibert
- Année : 2009
-

Lorsqu'on parle d'un " think tank ", on pense tout de suite à une institution américaine. On ignore souvent la puissance des fondations allemandes et leur capacité d'influence sur les politiques définies au sein de la communauté euroatlantique. Tel est le cas de la Fondation Bertelsmann, adossée à la grande entreprise du secteur de l'édition et des médias. Forte de plus de 300 collaborateurs, la Fondation est capable d'intervenir sur tous les grands sujets qui intéressent les acteurs de la mondialisation. Outre un engagement dans le domaine de la santé, il est peu de débats concernant l'avenir de l'Union européenne auxquels elle n'ait pas imprimé sa marque. Dans un contexte de tensions entre les Etats-Unis et l'Europe, la Fondation Bertelsmann se voit un rôle de médiatrice. Mais, ce qui l'intéresse surtout, comme le montre l'auteur, c'est d'imaginer les contours d'une " gouvernante mondiale ". Alors même que la Fondation a largement contribué au consensus transatlantique des trente dernières années, la crise actuelle sert à la Fondation à rebondir : jamais, plaide-t-elle, on n'avait eu autant besoin de cadres globaux pour la communauté internationale. Cette enquête, remarquablement documentée, éclaire bien des décisions politiques des années récentes.

La **Fondation Bertelsmann** au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale

par Pierre Hillard*

Étroitement liée à l'OTAN, pour laquelle elle organise chaque année la Conférence sur la sécurité de Munich, la **Fondation Bertelsmann** a placé un géant des médias au service des ambitions allemandes au sein de l'Empire transatlantique en construction. Universitaire spécialiste des relations internationales, Pierre Hillard vient de consacrer un livre à la plus puissante **fondation** européenne, dont nous en publions un extrait.

20 MAI
2009

Depuis
Paris
(France)

Outils

Imprimer
Envoyer

Toutes les
versions de
cet article :

italiano

Pays

Allemagne
OTAN

ONG

Bertelsmann
Stiftung



La chancelière fédérale Angela Merkel présidant une remise de prix à la **Fondation Bertelsmann** (2007).

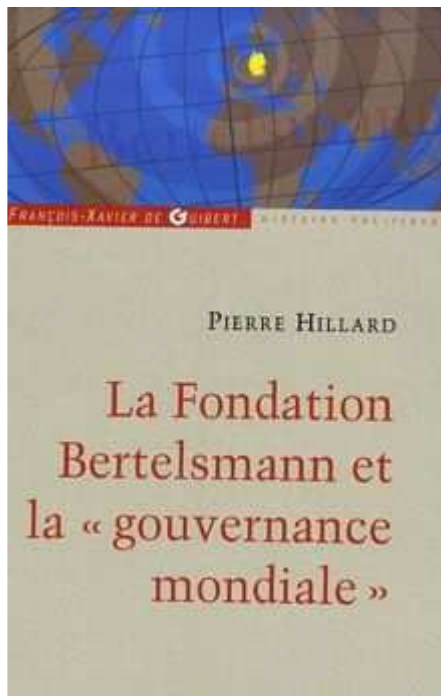
La création d'un grand marché transatlantique pour 2015 est la grande ambition des dirigeants européens et états-uniens. Après la visite du Président Obama en Europe, lors du sommet UE/États-Unis, le Parlement européen en a profité pour adopter une résolution le 26 mars 2009 appelant à réussir ce marché transatlantique. Il est même appelé à un « renforcement de la coordination entre les institutions monétaires européennes et américaines » [1]. En fait, ces affirmations ne sont que la suite logique des travaux en amont de la **Fondation Bertelsmann**. L'ambition est d'aboutir à un seul marché unique transatlantique dont les conséquences concerneront les Français et tous les peuples d'Europe.

Vers un vaste marché euro-américain

Les travaux pilotés par la **Fondation Bertelsmann** vont très loin. En effet, ses dirigeants poussent à la création d'un véritable bloc économique, un « G-2 » [2] euro-américain encore plus structuré que le G-7 (ou G-8 en incluant la Russie) regroupant les plus grandes puissances industrielles. Comme le souligne Werner Weidenfeld : « Les données économiques parlent d'elles-mêmes. Plus de 50 % des revenus des compagnies américaines dérivent du marché européen. L'Europe reste le partenaire le plus important du monde américain des affaires. Les entreprises européennes assurent plus de un million d'emplois rien que pour la seule Californie. Les investissements européens au Texas dépassent l'ensemble des investissements américains au Japon. Des deux côtés de l'Atlantique, plus de 12,5 millions de personnes vivent des liens économiques transatlantiques » [3].

Cette volonté de favoriser ce bloc économique euro-américain est le moyen d'assurer la stabilité économique mondiale selon ces experts. Indirectement, c'est aussi une manière d'assurer une prééminence sur

des pays émergents, en premier lieu, la Chine. Par conséquent, le groupe « Economie, commerce et finances » préconise l'institutionnalisation d'un véritable outil, le « Trade G-2 » (« commerce G-2 ») [4], afin d'éviter des à coups au sein de cette communauté économique euro-américaine [5]. Pour réussir ce mariage, ces experts encouragent les États-Unis à partager leur *leadership* avec leur partenaire européen dans des domaines où il existe une certaine parité de puissance commerciale. L'objectif non déclaré est aussi d'éviter une déperdition de puissance par des confrontations inutiles qui nuiraient au bloc atlantique et l'affaiblirait face à la concurrence asiatique ou indienne. En revanche, il est souligné que cette situation ne peut véritablement se faire jour que si les Européens arrivent à s'organiser afin de pouvoir parler d'une seule voix [6]. Ces directives émanant de ces différents experts dans le cadre des séminaires organisés par Bertelsmann ont pris forme durant le 1er semestre 2007 lors de la présidence allemande de l'Union européenne. En effet, il a été décidé de créer en avril 2007 le « Conseil économique transatlantique » (le CET, Transatlantic Economic Council, TEC) [7] lors du sommet Union européenne-États-Unis à Washington afin de renforcer l'intégration économique transatlantique. Le CET qui est la transcription du Trade G-2 (« commerce G-2 ») issu des délibérations de la Fondation Bertelsmann a ouvert sa première séance le 9 novembre 2007. Co-piloté par le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen lié à Bertelsmann, et Allan Hubbard, directeur du Conseil économique national, les discussions du CET ont porté sur « les possibilités de réduire les obstacles au commerce et aux investissements transatlantiques » [8]. Par la suite, la 2^e séance du CET tenue à Bruxelles, le 13 mai 2008, à la veille du sommet Union européenne-États-Unis de juin 2008, n'a fait qu'approfondir une politique préparée depuis longtemps [9]. Elle se poursuit dans le cadre monétaire.



Cet ouvrage est recommandé par la [librairie du Réseau Voltaire](#).

En effet, avec la création de la monnaie unique européenne, le dollar côtoie une unité monétaire représentant un pôle économique important. C'est pourquoi, les intervenants invitent fortement les dirigeants des deux économies à s'entendre pour permettre la création d'une « arène monétaire » : « Plus fondamentalement, les États-Unis et l'Union européenne sont non seulement les deux super puissances économiques mais aussi les représentants des deux principales monnaies mondiales. L'euro s'est déjà imposé comme une monnaie internationale de premier plan et disputera de plus en plus le leadership monétaire au dollar. Les fluctuations dans les taux de changes euro-dollar ont des conséquences majeures pour tous les pays du monde. Cela requiert donc la formation d'une arène monétaire pour le G-2 aussi vite que possible (ndlr : annonce

en filigrane d'une monnaie transatlantique). La Réserve fédérale [10] et la Banque centrale européenne qui sont toutes les deux indépendantes de leurs gouvernements respectifs, devraient réussir à créer leur propre relation au sein du G-2 » [11].

En fait, les auteurs de ces travaux rappellent que les continents se dotent de monnaies régionales. C'est un fait pour l'UE avec l'euro tandis que l'alter ego américain envisage de se doter d'une monnaie unique, l'amero [12] et d'une banque centrale Nord-américaine [13]. Le phénomène est le même avec la création de l'Union des nations d'Amérique du Sud (l'UNASUR), en mai 2008, qui prévoit la création d'une seule monnaie pour le continent sud-américain encadrée par l'équivalent d'une Banque centrale sud-américaine, le tout sous l'égide d'un parlement unique [14]. En dehors de ces aspects économiques et monétaires, ces auteurs insistent aussi sur la nécessité de maîtriser des problèmes comme l'énergie (stabilisation des prix), l'environnement (sujet sensible qui permet l'instauration d'une organisation mondiale de l'environnement et des contraintes sur la vie des particuliers et des entreprises) et les migrations (en raison des déplacements de populations et des conséquences sur l'économie). Pour ces experts, le règlement de ces sujets en concertation de part et d'autre de l'Atlantique poursuit toujours le même objectif, créer un pôle le plus stable possible afin de faire poids et de tenir la dragée haute face aux autres blocs politico-économiques. En guise de conclusion, ces experts rappellent la nécessité d'une refonte du système : « La stratégie du G-2 pourrait conduire l'alliance transatlantique vers une cohésion et une souplesse qui est si cruciale pour la paix et la prospérité pour près de 800 millions de personnes habitant cette partie du monde » [15].

En fait, ces recommandations sont une tentative d'assurer au bloc euro [16]-américain la possibilité d'être le primus inter pares face à la constitution de grands pôles politico-économiques Sud-américain ou asiatique. À condition d'arriver à terme, cette association ne serait pas une relation entre égaux. Les élites anglo-Saxonnes à l'esprit apatride resteraient les maîtres d'œuvre de ce partenariat qui ne peut s'instaurer qu'après des bouleversements financiers, économiques et sociaux majeurs [17]. **Pierre Hillard**